

LA SOCIÉTÉ CIVILE DEMANDE L'ARRÊT IMMÉDIAT DES HOSTILITÉS DANS LES ÉTATS SHAN ET KACHIN

Face aux combats qui s'intensifient dans le nord-est du pays et aux abus de l'armée birmane qui mettent en danger les populations civiles, le Kachin Peace Network exprime ses préoccupations. Info Birmanie soutient les organisations signataires qui exigent l'arrêt immédiat des hostilités, la libération de civils arrêtés arbitrairement et leur protection, le respect du droit international et la mise en place urgente d'un réel dialogue politique afin de trouver une solution pacifique aux conflits.



Communiqué du Kachin Peace Network – Le 29 novembre 2016

Des combats intenses ont de nouveau éclaté le 20 novembre dans le nord de l'État Shan à Mungkoe, Pawng Sai et au point de contrôle 105-Mile. D'autre part, les combats continuent entre l'armée birmane et les groupes ethniques armés de l'alliance du Nord¹. Tous les jours, des affrontements armés ont lieu dans différentes parties du nord de l'État Shan et du sud de l'État Kachin.

Pendant les combats du 20 novembre, dans la zone de Mungkoe, l'armée birmane a arrêté 70 civils qui participaient à une cérémonie de mariage à Hpau Jung Pa village dont 12 personnes sont des proches de nationalité chinoise. Ces 12 personnes ont été libérées le jour suivant après des négociations avec un représentant chinois le 21 novembre, et 2 autres birmans ont été libérés le 25 novembre. Depuis, aucune libération n'a eu lieu. **Ces arrestations arbitraires représentent clairement une violation des Conventions de Genève.**

Face à cette situation, nous sommes très préoccupés pour la sécurité des civils dans les zones de conflits. **Les organisations signataires demandent au gouvernement birman et à l'armée birmane (la Tatmadaw) de libérer immédiatement les civils qui sont détenus depuis le 20 novembre, et fasse de la protection de la dignité et des vies des populations civiles une priorité absolue.**

Nous exigeons que toutes les parties en conflit ne commettent pas de crime contre l'humanité, et respectent pleinement la Loi Humanitaire Internationale (IHL) et les lois des droits humains (HRL). Toutes les parties en conflit (l'armée birmane et les groupes ethniques armés) doivent respecter le droit des populations civiles, et conformément aux Conventions de Genève, respecter le principe de distinction entre les populations civiles et les combattants, ainsi que de prendre des précautions en cas d'attaques pour empêcher que les populations civiles en soient victimes. Elles doivent également s'assurer que les populations civiles soient protégées des « atteintes à la vie et à l'intégrité, de traitements cruels et de torture, d'outrages à la dignité, en particulier les traitements humiliants et dégradants ».

Nous exhortons l'arrêt immédiat des hostilités. Il est crucial de trouver une solution pacifique aux conflits en Birmanie, pour le futur du pays et de son peuple. Cette solution doit être basée sur un dialogue politique ouvert qui répond aux problèmes persistants à l'origine du conflit.

¹ L'alliance du nord inclut l'Arakan Army (AA), la Kachin Independence Army (KIA), la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) et la Ta'ang National Liberation Army (TNLA)